



Famille et parenté dans l'Albanie communiste et post-communiste

Gilles De Rapper

► To cite this version:

Gilles De Rapper. Famille et parenté dans l'Albanie communiste et post-communiste. Genre et parenté. Changements politiques, déliaisons sociales, Mar 2009, Marseille, France. <halshs-00373650>

HAL Id: halshs-00373650

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00373650>

Submitted on 26 May 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Communication présentée aux journées d'études *Genre et parenté. Changements politiques, déliaisons sociales*, organisées par le SHADYC et l'IDEMEC les 26 et 27 mars 2009 ; Marseille, Vieille Charité.

– DOCUMENT DE TRAVAIL –
NE PAS CITER SANS AUTORISATION

FAMILLE ET PARENTÉ DANS L'ALBANIE COMMUNISTE ET POST-COMMUNISTE

Gilles de Rapper

Cette communication porte sur l'emprise du politique sur la parenté et pose la question des relations entre un État totalitaire, l'Albanie communiste, et un système de parenté. En l'occurrence, les groupes de parenté, familles et lignages, peuvent être vus comme des institutions intermédiaires que l'État chercherait à affaiblir pour mieux contrôler les individus. Pourtant, il semble que, par sa politique même, l'État contribue à renforcer ces groupes et leur signification dans la population.

Cette communication comporte trois parties : la première cherche à caractériser l'attitude de l'État albanais communiste envers la famille et les relations de parenté ; la deuxième décrit plus en détail une pratique politique, celle de la responsabilité familiale, et ses effets sur le système de parenté, dans la mesure où elle éclaire un paradoxe, celui des rapports de parenté à la fois combattus et instrumentalisés par le régime ; la troisième propose deux perspectives à cette recherche en cours sur les rapports de parenté en Albanie avant et après 1990.

1 | L'État albanais et la famille

1.1 | Quelques éléments de contexte pour comprendre les relations entre l'État, ou le Parti communiste, avec le système de parenté. Contexte politique pour commencer :

- Les communistes prennent le pouvoir en 1944, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte antagoniste et violent : leurs adversaires sont des « démocrates », membres de la résistance de gauche non communiste, des royalistes et des « ballistes », membres de la résistance de droite, des chefs locaux qui ont

profité de la guerre et de l'occupation (italienne puis allemande) pour renforcer leur pouvoir, en particulier dans les zones de montagne du Nord, que les ethnologues appellent depuis la fin du XIX^e siècle la « région tribale ». La menace est aussi extérieure : la frontière sud, avec la Grèce, est contestée, les Anglais et les Américains cherchent à déstabiliser le nouveau régime. La menace et les ennemis seront constamment entretenus par le régime pour justifier son maintien au pouvoir.

- Le Parti communiste véhicule une idéologie modernisatrice et progressiste ; son assise est urbaine, plutôt méridionale et chrétienne orthodoxe, mais il ne peut se maintenir au pouvoir sans l'appui des campagnes, qui représentent alors plus de 80 % de la population, ni sans l'appui des musulmans, qui représentent 70 % de la population. Son discours et ses pratiques rencontrent de fortes résistances dans le milieu rural.

- Quel est ensuite le système de parenté sur lequel les communistes vont chercher à agir ? Dans la population rurale, ce système varie selon les régions, mais certains traits sont communs, qui tous montrent le caractère structurant des rapports de parenté :
 - Des groupes domestiques : La population d'un village se donne en nombre de maisons. Le chef de famille est le représentant du groupe à l'extérieur. Ce sont des groupes domestiques complexes : il n'est pas rare que les fils mariés cohabitent, y compris après la mort du père ; de son vivant, celui-ci garde une autorité morale sur ses fils.
 - L'existence d'une propriété lignagère qui constitue la base économique des familles. Les grands lignages, les lignages puissants, sont ceux qui possèdent beaucoup de terres.
 - Un principe patrilinéaire plus ou moins marqué : les lignages sont patrilinéaires, la transmission du nom se fait en ligne masculine, les filles reçoivent une dot mais ne prennent pas part au partage des biens paternels ; celui-ci se fait de manière égalitaire entre les fils ; un seul d'entre eux, le plus jeune, succède au père. Les femmes sont en général exclues des cycles de vengeance, de même qu'elles ne participent pas directement à la vie politique locale.
 - Les alliances sont orientées par un principe d'exogamie lignagère (on se marie en dehors du sang) et par un principe d'endogamie villageoise ou régionale et confessionnelle.
 - Le mot que je traduis par « lignage », *fis*, désigne des réalités différentes selon les régions : dans le Sud, c'est généralement un lignage peu profond (trois à quatre générations), qui possède un type de terres en commun (les forêts et les pâturages). Dans le Nord, c'est une « tribu », un groupe beaucoup plus vaste qui occupe un territoire bien marqué (souvent une vallée), qui se réclame d'un ancêtre commun ayant vécu jusqu'à treize ou quatorze générations plus tôt, qui possède un organe politique, l'assemblée des anciens, et souvent une force militaire.

C'est avec ce type d'organisation sociale que le Parti et l'État communistes doivent composer : il faut compter avec l'existence de groupes et de réseaux de parenté organisés, solidaires et porteurs au niveau local d'une identité collective bien définie.

1.2 | L'attitude de l'État albanais à l'égard du système de parenté peut être très schématiquement résumée par : lutte contre les structures traditionnelles. La raison en est que c'est dans ces structures que les opposants – réels ou imaginés – du régime trouvent un appui et les moyens de leur reproduction ; on peut aussi avancer que l'État les considère comme un obstacle à son action directe sur les individus. La lutte contre les structures traditionnelles est menée à la fois par la promotion d'un modèle familial de type conjugal présenté comme moderne et par le détournement des solidarités lignagères ou tribales au profit de l'État et du Parti.

- Il s'agit d'abord de briser la base économique des groupes de parenté : cela est réalisé par une réforme foncière en 1946 puis par la collectivisation de l'économie (à partir de 1956 dans l'agriculture). La catégorisation des grands propriétaires en tant que koulaks, lourdement taxés et socialement stigmatisés, au delà d'une certaine superficie de terres, incite les grandes familles à se scinder pour diviser le patrimoine et ne pas atteindre ce seuil.
- Le régime cherche aussi à favoriser la mixité matrimoniale, religieuse, régionale, nationale (entre les minorités ethnolinguistiques et la majorité albanaise). Cela revient souvent à s'opposer aux choix matrimoniaux traditionnels, qui étaient le fait des familles ou des lignages plutôt que des individus. Une opposition apparaît alors, celle entre les mariages « par intermédiaire » ou arrangés, dévalorisés, et les mariages « par amour », au contraire valorisés. Leur modèle est la rencontre de deux jeunes gens d'origine régionale ou confessionnelle différente lors d'une « action », campagne de travail bénévole de la jeunesse sur les grands chantiers (en particulier la construction des voies de chemin de fer). Sur cette **[photo 1]** des années 1970, on voit un groupe de jeunes volontaires du Sud de l'Albanie sur un chantier du Nord ; on peut noter la mixité du groupe, composé de garçons et de filles.
- Le groupe domestique étendu est stigmatisé comme « patriarcal » ou « rétrograde » : le modèle proposé est la famille conjugale urbaine ou moderne, de taille réduite et dans laquelle les relations entre époux et celles entre parents et enfants ne reposent pas que sur la domination et l'obéissance.
- A partir de 1967 (qui est aussi l'année de l'interdiction de la religion), deux orientations déjà existantes sont particulièrement accentuées :
 - L'émancipation de la femme : elle est au programme des régimes socialistes (Kerblay 1986) ; il s'agit aussi de faire des femmes un soutien du régime en leur offrant l'accès au monde masculin, principalement celui du travail hors de l'espace domestique. Les femmes sont employées dans l'agriculture, comme ici **[photo 2]** sur cette photo de propagande tirée d'un ouvrage célébrant le quarantième anniversaire de l'Albanie socialiste en 1984, mais aussi dans l'industrie. Il s'agit ici **[photo 3]** d'un atelier de l'usine textile Mao Zedong, dans la ville de Berat (même source). En 1972, des jeunes filles furent recrutées comme élèves ouvrières dans plusieurs villages et passèrent plusieurs années à

l'internat, loin de leur famille. Il faut noter aussi que les hommes perdent le monopole de la défense militaire : les femmes et les enfants sont entraînés militairement lors de périodes régulières, les *zbor*. Ces deux [photos 4 & 5] représentent des lycéens et lycéennes à l'occasion de ces entraînements au cours desquels ils se familiarisaient avec le maniement des armes (celle de droite : 1979, unité antiaérienne). Il s'agit aussi de stigmatiser (pour ensuite les folkloriser) les costumes féminins traditionnels en leur opposant le costume urbain.

- Tels sont quelques uns des aspects de l'émancipation de la femme. Elle s'accompagne de l'instrumentalisation de la jeunesse comme « force révolutionnaire », afin de lutter contre les « coutumes rétrogrades » dans le domaine de la religion et des relations familiales. En 1967, les enfants des écoles participent à la destruction des lieux de culte.
- Les allégeances traditionnelles aux groupes de parenté sont détournées et captées par l'État et le Parti : les termes de parenté sont utilisés dans les relations entre membres du Parti (frère, sœur), le dictateur Enver Hoxha est appelé l' « Oncle Enver » ; le Parti, mot féminin en albanais, est une deuxième mère dans les chansons que les enfants apprennent à l'école ; les structures locales du Parti se substituent aux familles pour célébrer les mariages et les funérailles ; les enfants sont encouragés à espionner et à dénoncer leurs parents ou leurs grands-parents.

1.3 | Les choses ne sont cependant pas si simples. Comme on le constate dans d'autres régimes totalitaires, les relations de parenté ne peuvent pas être vues que comme un obstacle entre l'État et les individus ; d'autre part, les effets de la politique sur les rapports de parenté rencontrent des limites.

- Tout en les combattant ouvertement, l'État et ses structures locales s'appuient sur les relations de parenté et les utilisent. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les communistes, majoritairement urbains et sans influence dans les campagnes, utilisent les seuls liens qu'ils entretiennent avec la population rurale, qui sont des liens de parenté avec de la famille restée au village. Au sommet de l'État, quelques familles dirigeantes sont unies par des alliances multiples et pratiquent des formes de népotisme. Au niveau local, le pouvoir est aussi aux mains de quelques familles qui pratiquent l'endogamie et le recrutement familial pour assurer la pérennité de leur pouvoir.
- La politique familiale rencontre aussi des limites : si la proportion des groupes domestiques complexes diminue, la taille des ménages reste élevée et une descendance masculine nombreuse est toujours valorisée par les familles, en accord avec la politique nataliste du régime. Dans le domaine des alliances matrimoniales, la période communiste constitue certainement une rupture : elle voit la fin de l'endogamie territoriale et la multiplication des alliances au loin, traduction de la perte de poids des lignages. Voici les résultats d'une enquête que j'ai menée dans une petite région du Sud de l'Albanie, qui regroupe une douzaine de villages, et qui se définit, entre autre, par son endogamie : on se marie à l'intérieur de la région, les filles ne sortent pas. Le recueil d'une centaine de généalogies permet d'obtenir des

renseignements sur environ 1400 mariages, sur une durée d'un siècle. Voici ce que l'on observe lorsqu'on considère l'origine géographique des conjoints : [tableau 1].

- Le taux d'endogamie régionale passe de 80 à 25 % au cours du siècle, avec une rupture nette dans les années 1950 et 1960.
- L'affaiblissement de l'endogamie régionale se fait au profit des villes, celle de Gjirokastrë, la plus proches, et les autres.

Pourtant, lorsqu'on considère un autre critère, celui de l'appartenance confessionnelle des conjoints, dans une région habitée par trois communautés religieuses, l'impact de la politique est moins flagrant : le [tableau 2] montre que l'interdiction de la religion en 1967 est effectivement suivie de l'apparition de mariages mixtes, mais ceux-ci restent rares. Une forme d'endogamie demeure : l'interdiction de la religion n'entraîne pas la fin de la signification des communautés religieuses dans le champ matrimonial ; elles sont toujours considérées comme des communautés endogames.

Transition | On voit par là que la politique ne parvient pas à effacer le poids de certaines catégories et leur traduction dans les relations de parenté. Pourquoi ? On peut faire l'hypothèse, contre la vision commune d'une opposition entre l'État et la parenté, d'un recours de l'État aux concepts de la parenté, recours qui renforcerait leur signification dans la population. C'est ce que je voudrais montrer par un exemple, qui fait l'objet de la deuxième partie.

2 | Bonne biographie, mauvaise biographie

Je m'appuie ici sur un article publié il y a trois ans et disponible en ligne (de Rapper 2006). Je renvoie aussi à un article publié peu après par une anthropologue allemande, Georgia Kretsi (Kretsi 2007). Il s'agit dans les deux cas d'étudier l'impact sur les relations de parenté de pratiques de contrôle et de répression de la population mises en œuvre au temps de la dictature.

2.1 | L'Albanie communiste est un État extrêmement répressif qui, comme d'autres régimes totalitaires, a besoin d'ennemis, non seulement extérieurs mais intérieurs, pour justifier son emprise sur la totalité de la société. Chacun est plus ou moins exposé, selon ses actes et selon sa position dans la société, à être un jour classé comme un ennemi du régime. C'est ce que traduisent les expressions vernaculaires de « bonne biographie » et « mauvaise biographie » : les gens à bonne biographie risquent moins d'être mis en accusation que ceux à mauvaise biographie. Sans entrer dans les détails et en renvoyant aux articles cités ci-dessus, quelques points sur l'articulation entre la biographie et le système de parenté :

- L'origine familiale d'un individu fait partie de sa biographie ; elle l'oriente, de manière positive ou négative. On trouve en grande partie sa biographie à sa naissance. Tous les enfants issus de familles classées en tant que koulaks héritent dès la naissance d'une mauvaise biographie. Ceux qui naissent dans des familles de héros de la résistance partent au contraire avec une bonne biographie. La biographie recoupe de cette manière ce qui, dans le système traditionnel, constitue

la réputation, le renom (*nam*) d'un lignage ou d'une famille. A la différence de la réputation cependant, la biographie repose uniquement sur un critère politique : la position par rapport au pouvoir. Implication : chacun porte sa biographie dans son nom de famille.

- Les fautes (*faj*) politiques qui orientent la biographie sont transmises par les relations de parenté : toute action politiquement incorrecte d'un individu se répercute sur tous les membres de sa famille et de son lignage. Chacun peut recevoir une « tache » sur sa biographie du fait d'un cousin éloigné ou d'un oncle inconnu.
- A l'inverse, le contact, par exemple par le mariage, avec une famille à bonne biographie peut redorer la biographie d'un individu et de sa famille.

La biographie et les expressions « bonne biographie » et « mauvaise biographie » sont donc la traduction vernaculaire d'une forme de responsabilité familiale mise en œuvre par le régime pour distinguer ses amis de ses ennemis. Ce type de responsabilité familiale n'est pas très éloigné de l'idéologie lignagère que l'on rencontre sous différentes formes dans toute l'Albanie : l'individu, membre d'un groupe de parenté, est solidaire de ce groupe. La différence est dans ce que l'on peut appeler un « passage au politique » : la réputation d'un lignage ne repose plus sur sa richesse, sur sa force numérique ou sur les fonctions politiques ou religieuses que ses membres exercent, mais sur sa catégorisation politique en tant qu'ami ou ennemi du régime. Il existe donc deux sortes de gens au monde, ceux à bonne biographie et ceux à mauvaise biographie.

2.2 | Il est remarquable que la notion de biographie est régulièrement associée, dans les propos entendus aujourd'hui, au concept de lutte des classes. Celui-ci possède dans ce contexte une signification vernaculaire bien éloignée de son sens originel chez Marx. Dans son acception locale, la lutte des classes désigne la responsabilité familiale et son implication, l'apparition de deux classes antagonistes, celle des gens à bonne biographie et celle des gens à mauvaise biographie.

- Un villageois : 'En 1944, Enver Hoxha a tout pris en main ; il a rassemblé les troupeaux et instauré la lutte des classes : si un cousin (*kushëri*) faisait une erreur (*gabim*), tout le lignage (*fis*) était touché'. Aujourd'hui, ajoute-t-il, c'est différent : 'celui qui fait une erreur la fait pour lui-même' (*kush gabon, gabon për vetën*).
- Un autre : Le communisme albanais 'n'était pas la dictature du prolétariat, c'était la dictature de ceux à bonne biographie contre ceux à mauvaise biographie'.
- Le contenu de ces classes varie, mais leur opposition structurante est à la base même du régime : le Parti et ses organisations locales se pensent et se construisent en opposition aux « déclassés » ou aux « ennemis de classe », qui n'ont pas le droit de rejoindre le Parti et dont les droits civiques sont limités.
- Les classes se reproduisent ; d'une certaine manière, leur reproduction est nécessaire à la pérennité du régime. Cette reproduction se fait :
 - Parce que les biographies se transmettent aux enfants ;
 - Parce que les deux classes sont endogames ;
 - Parce que toute ascension sociale est interdite aux gens à mauvaise biographie, notamment parce que l'accès au système éducatif leur est limité.

- La distinction entre les deux classes peut se traduire par des mesures pratiques qui touchent à la parenté : c'est le cas, qui n'est pas général, des enterrements de « déclassés » en dehors du cimetière du village (quand ce n'est pas le cas, le regroupement des tombes par lignage, qui est la règle générale, revient aussi à séparer dans la mort les deux classes). Les gens à mauvaise biographie ne sont pas non plus invités dans les mariages de ceux à bonne biographie. Surtout, les familles proches des condamnés (femmes et enfants, parents, frères et sœurs) subissent une autre forme de condamnation, l'exil intérieur ou la relégation : elles sont envoyées pour plusieurs années dans un village éloigné – qui n'est parfois composé que de familles reléguées – ce qui a pour conséquence de les couper de leurs réseaux locaux et de « nettoyer » leur village d'éléments néfastes.

2.3 | Puisque la « biographie » et la « lutte des classes » sont l'expression de conceptions et de pratiques politiques qui mobilisent des groupes et des réseaux de parenté, on peut se demander quels sont les effets de la lutte des classes sur le système de parenté. J'en vois deux :

- Le premier est un bouleversement des hiérarchies locales entre lignages qui s'accompagne d'une transformation de l'horizon matrimonial traditionnel. La biographie des prétendants est un critère de premier ordre dans les nouvelles alliances. Les lignages avec lesquels il était profitable de s'allier dans l'ancien système deviennent des groupes proscrits ; il faut chercher ailleurs.
- Le second est un affaiblissement du principe patrilinéaire : il est remarquable que les parents maternels soient aussi dangereux que les paternels dans la transmission de la faute politique ; on n'hérite pas seulement de la biographie de son père, comme on hérite de son nom et de ses biens, mais aussi de celle de sa mère. La faute d'un oncle maternel se transmet à son neveu aussi rapidement, et avec les mêmes conséquences, que celle d'un oncle paternel.

Cependant, on ne peut pas parler d'un affaiblissement de l'idéologie lignagère ni d'un retrait des relations de parenté dans la reproduction de la société :

- Les formes extérieures du lignage ont en général été détruites en même temps que sa base économique : fin de la propriété lignagère, fin du pouvoir politique là où il existait, fin de la justice rendue par les lignages sous la forme de vengeance codifiée, fin des grandes maisons qui exprimaient et dans lesquelles se réalisait la solidarité des parents agnatiques. Pourtant, durant toute la période communiste, les parents n'ont cessé d'être considérés et utilisés comme une ressource, indépendamment de leur composante « biographique ». Le lignage et la parentèle continuent de former un cadre aux relations sociales. Dans les cimetières, les signes religieux disparaissent des tombes, mais celles-ci sont toujours regroupées par lignages. Surtout, les réseaux familiaux étendus fournissent des ressources qui ne peuvent plus être mobilisées par la famille dans le contexte du village. Des parents éloignés établis en ville peuvent servir de relais pour faire entrer les enfants à l'université ou leur trouver un emploi moins pénible que les travaux de la coopérative. Ils servent d'intermédiaires pour trouver des conjoints urbains aux enfants des villages, ce qui leur permet encore de quitter les coopératives agricoles.

- Plus encore, tout se passe comme si la biographie elle-même contribuait à maintenir une idéologie lignagère, voire à la renforcer, par l'extrême cloisonnement qu'elle impose aux lignages appartenant aux deux classes et par la naturalisation des différences qu'elle instaure.

2.4 | On peut en effet voir dans la lutte des classes une forme de naturalisation des différences et de l'opposition politique. Il est frappant de constater combien, dans les discours comme dans les pratiques, les gens à mauvaise biographie sont perçus comme atteints dans leur nature, sous la forme d'une souillure qui s'attache à eux et se transmet par le sang, et dont le contact doit être évité par les gens à bonne biographie. La société entière se trouve organisée entre deux pôles, nettement hiérarchisés, qui doivent être tenus éloignés l'un de l'autre, car tout contact avec un porteur de mauvaise biographie entraîne automatiquement une chute de la biographie la plus élevée. Au contraire, tout comportement contribuant à maintenir ou à renforcer la frontière entre les deux pôles (comme la délation) ne peut qu'être bénéfique : il faut donc éviter tout contact avec les gens à mauvaise biographie, que se soit par le mariage, par la parole ou même dans la mort.

On voit donc que les relations entre l'État et les rapports de parenté sont complexes : l'État instrumentalise et combat en même temps les mêmes types de relations de parenté ; celles-ci sont pour les populations à la fois le lieu de l'imposition du pouvoir et un moyen de résistance et de solidarité. L'action de l'État a un effet certain sur la formation et la reproduction de groupes de parenté ou de groupes qui, comme dans le cas des gens à bonne et à mauvaise biographie, fonctionnent sur le modèle des groupes de parenté.

Pour complexifier encore cette relation, il faudrait tenir compte des configurations locales, ce que je n'ai pas fait ici : l'action de l'État est relayée par des acteurs locaux, secrétaires de Parti et autres, eux-mêmes impliqués dans des réseaux de parenté et des rapports de force qui influent sur les formes locales prises par la lutte des classes.

Pour terminer, quels prolongements donner à cette réflexion ?

3 | Prolongements

3.1 | Le premier prolongement auquel on peut penser est celui du devenir de la « biographie » et de la « lutte des classes » depuis la chute de la dictature. Quelques observations :

- La bipolarisation a survécu à la chute du régime : elle s'exprime aujourd'hui entre le Parti socialiste, héritier du Parti du travail (communiste), et le Parti démocratique, premier parti d'opposition créé en décembre 1990.
- Dans les premières années suivant la chute de la dictature, on assiste à un renversement de la relation entre gens à bonne biographie et gens à mauvaise biographie : les déclassés d'hier bénéficient désormais de compensations et de privilèges dans l'accès au logement et au travail, deux denrées rares dans l'Albanie post-communiste ; ils sont socialement valorisés et peuvent recevoir le titre de

« martyr de la démocratie », miroir du titre de « martyr de la guerre de libération nationale » de l'époque communiste. Inversement, les anciennes familles à bonne biographie ont pu subir des brimades (conduisant parfois à leur départ du village, comme en exil intérieur) et ont eu des difficultés à garder leur emploi dans les administrations.

- Aujourd'hui, après plusieurs épisodes d'alternance politique, l'idée que la réussite passe par une « bonne biographie » (même si son contenu varie) et que celle-ci est déterminée par la couleur politique attribuée au lignage ou à la famille reste extrêmement présente.
- De même, l'idée d'une menace qu'une partie de la population ferait peser sur l'autre, le long d'une ligne qui est toujours celle entre deux classes définies par la « biographie », est toujours présente. Elle a été actualisée lors de la guerre civile de 1997 qui a marqué la fin de la première période de pouvoir du Parti démocratique. Pendant plusieurs mois, des bandes locales plus ou moins contrôlées par les partis politiques se sont emparé du pouvoir dans les différentes régions. Les dépôts d'armes ont été ouverts et la population, familiarisée avec les armes grâce aux *ç'bor*, s'est servie. Dans chaque famille, on trouvait un armement plus ou moins lourd. Il est intéressant de constater que cet épisode a produit des images qui rappellent celles de la dictature, avec des nuances : la [photo 6 & 7] de droite date de 1997, elle représente une jeune fille posant dans l'appartement familial ; la photo fait partie de l'album photo de la famille, avec d'autres du même type.

3.2 | Le second prolongement auquel je pense est d'ordre méthodologique et concerne justement la photographie. J'ai entrepris l'année dernière, en collaboration avec Anouck Durand, photographe, une recherche sur la photographie dans l'Albanie communiste et post-communiste. Une des questions que nous nous posons est celle des formes prises par la photographie de famille dans un pays où l'équipement en appareils photographiques était très faible et où, surtout, la possession d'appareils privés fut découragée (ou interdite ?) à partir des années 1960. De nombreuses familles possèdent cependant un album photo (ou en tout cas une boîte avec des photos). Certaines des photos que j'ai montrées jusqu'à présent en proviennent. Qu'y trouve-t-on ?

- La photographie privée étant peu répandue, il s'agit principalement de photographies prises par des photographes professionnels (qui ne remettaient pas les négatifs à la famille) sur les lieux de travail ou dans les lieux publics, ou encore lors de manifestations officielles :
 - [photo 8] Brigade à Qytezë (1976 ou 1977) ; noter le brigadier, qui est un homme.
 - [photo 9] Brigade à Menkulas (1978) ;
 - [photo 10] Festival de Miras (années 1970) ;
 - [photo 11] Bilisht, à la sortie d'un concert (1981).

Il s'agit là de photographies collectives qui ne représentent pas la famille, mais plutôt l'intégration de ses membres dans la société socialiste.

- On trouve aussi des photos de famille, qu'elles aient été prises avant l'interdiction ou après, par des photographes professionnels ou de manière clandestine :

- **[photo 12]** Des photos des nouveaux-nés et des enfants à divers périodes (années 1960) ;
- **[photo 13]** Y compris à l'époque du service militaire (années 1980) ;
- **[photo 14]** Des photos du couple nouvellement marié (années 1970).
- **[photo 15]** Place Skënderbeg à Tiranë (1979) ; les gens représentés ici ont une mauvaise biographie : l'homme sur la gauche provient d'une famille de dignitaires religieux ; celui sur la droite d'une famille de propriétaires terriens. Ils ont échangé leurs sœurs.

La taille de notre corpus actuel (une dizaine de familles) ne permet pas de tirer de conclusions, mais il semble qu'on puisse faire l'hypothèse que les photographies de la première catégorie sont plus fréquentes chez les familles à bonne biographie, tandis que celle de la seconde sont plus fréquentes chez les familles à mauvaise biographie dont l'intégration sociale est moins bonne et dans lesquelles l'intime est peut-être plus valorisé.

- On trouve aussi des images directement liées à la « biographie » et à la « lutte des classes ». C'est le cas dans l'album d'une famille « persécutée » à l'époque communiste : un des fils avait cherché à franchir la frontière en 1962 pour s'enfuir en Grèce ; il a été tué par les gardes frontière avant d'avoir pu passer, et son corps a été promené dans le village sur une charrette. Le reste de la famille (parents et frères) est envoyé en relégation dans un village reculé, de 1976 à 1981.
 - **[photo 16]** Ils y sont retournés dans les années 1990, en touristes, et ont fait des photos devant la « maison » qu'ils occupaient.
 - **[photo 17]** Les frères survivants posent devant la tombe de leur frère et de leur père le jour de la Saint-Georges, le 6 mai, la fête des morts des musulmans de la région, en 2005.
 - **[photo 18]** La famille pose à nouveau devant la tombe après sa réfection, en octobre de la même année ; noter les photos des défunts qui apparaissent désormais.
 - **[photo 19]** Ces photos sont aussi encadrées à la maison, avec d'autres qui retracent l'histoire de la famille.
 - **[photos 20 & 21]** Détail : celle du père (1963) rappelle une pratique photographique couramment associée aux régimes socialistes, celle de l'effacement des personnages superflus.

Il me semble donc qu'il peut être profitable d'ajouter la photographie comme troisième terme de la relation entre l'État et la famille : si, comme le montrent les recherches sur les photos de famille (Bourdieu 1965, Garrigues 1996), la photographie nous renseigne sur certaines évolutions de la famille et de son rôle dans la société, les contraintes particulières qui pèsent dans l'Albanie communiste sur la famille comme sur la pratique photographique rendent son étude pertinente pour mieux comprendre le fonctionnement de la parenté en Albanie.

Pour conclure, l'étude de la place des rapports de parenté dans le dispositif répressif de l'Albanie communiste et, plus généralement, de l'attitude de l'État envers les relations de parenté, permet de mettre en évidence les ambiguïtés de l'emprise du politique sur la parenté : la définition et l'exclusion des « déclassés » se font suivant une logique de parenté, ce qui a pour résultat de renforcer la signification des groupes de parenté dans la société, alors même que ces types de groupements sont dénoncés et combattus.

Références bibliographiques

- Bourdieu, Pierre (éd.) 1965. *Un art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie*. Paris : Les éditions de Minuit.
- de Rapper, Gilles. 2006. La « biographie » : parenté incontrôlable et souillure politique dans l'Albanie communiste et post-communiste. *European Journal of Turkish Studies* 4 : <http://www.ejts.org/document565.html>.
- Garrigues, Emmanuel. 1996. Famille et photographie : la photographie comme matrice de recherche. *L'Ethnographie* 120 : 7-20.
- Kerblay, Basile. 1986. Familles socialistes. In: André Burguière, Christiane Klapish-Zuber, Martine Segalen & Françoise Zonabend (eds.), *Histoire de la famille*, 2. Paris : Armand Colin, pp. 437-469.
- Kretsi, Georgia. 2007. "Good and bad Biography". The Concept of Family Liability in the Practice of State Domination in Socialist Albania. In: Ulf Brunnbauer, Andreas Helmedach & Stefan Troebst (eds.), *Schnittstellen. Gesellschaft, Nation, Konflikt und Erinnerung in Südosteuropa*. München : R. Oldenbourg Verlag, pp. 175-188.